

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT

Service Urbanisme Prévisionnel et Opérationnel - Habitat

JJ/2023/107

COMPTE RENDU  
RÉUNION DU 14 SEPTEMBRE 2023

DÉCLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITÉ  
DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE VIHIER (ENTREPRISE BOUCHET VOIRIE ENVIRONNEMENT)  
EXAMEN CONJOINT DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIÉES

Présents :

Médéric THOMAS, Maire de Lys-Haut-Layon et Vice-Président de Cholet Agglomération  
Annabelle MICHEL, Chargée de mission Aménagement du Territoire, Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de Maine et Loire  
Jade JUIGNET, Chargée d'études PLU et affaires juridiques, Cholet Agglomération

Excusés :

Alain PICARD, Vice-Président, Cholet Agglomération  
Ludovic MAGNIER, Sous-Préfet de l'arrondissement de Cholet  
Matthieu BENEZECH, Secrétaire Général, Sous-Préfecture de Cholet  
Christelle MORANCAIS, Présidente, Région Pays de la Loire  
Christelle TOUCHAIS-PINON, Chef de pôle et coordinatrice de l'Antenne régionale de Maine-et-Loire, Région Pays de la Loire,  
Florence DABIN, Présidente, Département de Maine-et-Loire  
Claire SALAÜN, Chargée de mission appui aux territoires, Département de Maine-et-Loire  
Valérie DUBOURG-GOURTNER, Chargée de mission évaluation environnementale, Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Pays de la Loire  
Gaëlle GILET, Responsable de l'unité Urbanisme Planification Aménagement, Direction Départementale des Territoires (DDT) de Maine-et-Loire  
Thierry BERTHOMÉ, Chargé d'études Urbanisme Planification Aménagement, DDT de Maine-et-Loire  
Matthieu BILLIARD, Président, CCI de Maine-et-Loire  
Nadège DENEKUYDT, Présidente, Chambre des Métiers et de l'Artisanat (CMA) de Maine-et-Loire  
Marc BÉALET, Responsable d'antenne, CMA de Maine-et-Loire  
Denis LAIZÉ, Président, Chambre d'Agriculture (CA) de Maine-et-Loire  
Stéphane LEURS, Chargé de mission aménagement, CA de Maine-et-Loire  
Damien LE GOFF, Ingénieur d'études sanitaires, Agence Régionale de Santé (ARS) Pays de la Loire

\*\*\*\*\*

I. DÉROULEMENT DE L'EXAMEN CONJOINT

La réunion a pour objet l'examen conjoint de la Déclaration de Projet (DP) emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune déléguée de Vihiers (commune désormais intégrée à la commune nouvelle de Lys-Haut-Layon), liée au projet de l'entreprise BOUCHET VOIRIE ENVIRONNEMENT, par les Personnes Publiques Associées (PPA), conformément aux exigences du Code de l'urbanisme.

Les PPA ont été invitées par courrier à participer à cette réunion. Cette invitation était accompagnée de la notice explicative qui sera mise à l'enquête publique ainsi que l'évaluation environnementale sur le projet d'évolution du document d'urbanisme. Cette réunion se déroule en visioconférence.

Jade JUIGNET accueille les participants et les invite à débiter la réunion. Elle commence alors la présentation du diaporama. La présentation a pour objet le rappel du projet de l'entreprise, des évolutions du PLU envisagées, de l'étude des incidences du projet sur l'environnement, ainsi que le respect des normes supérieures. Après cette présentation, elle fait un point d'étape sur la procédure. La MRAe ne s'étant pas prononcée dans les délais sur le dossier, a publié sur son site internet une information d'absence d'observation sur la procédure. La CDPENAF, ainsi que la Chambre d'Agriculture ont toutes deux rendu un avis favorable sous réserve que la remise en état initiale du site (création d'un plan d'eau) ne soit pas compromise par le positionnement du STECAL si celui-ci était maintenu à la fin de l'exploitation de la carrière.

Le Centre National de la Propriété Forestière (CNPf), ainsi que l'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO) ont rendu un avis favorable. Le Département a assuré par écrit que le projet ne remet pas en cause ses intérêts. Enfin, l'ARS a seulement émis des observations. Parmi ces dernières, une insistance était portée sur le fait que lorsque la centrale d'enrobage deviendra opérationnelle, des mesures devront permettre de vérifier l'absence de dégradation de la qualité de l'air.

## II. RÉACTIONS ET AVIS DES PPA

Annabelle MICHEL, représentant la CCI de Maine-et-Loire, tient à souligner que l'acceptation des dossiers d'évolution de PLU liés au renouvellement d'exploitation de carrière ne conditionne pas l'octroi d'une autorisation environnementale au titre de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) sur la demande qui y est liée. Elle indique ainsi que la CCI est disposée, à la demande de l'entreprise, à manifester son soutien au projet qui fait l'objet de la présente réunion, par courrier adressé aux services de l'État.

Médéric THOMAS, à travers sa casquette de Maire de Lys-Haut-Layon, justifie le soutien de la commune au projet en précisant les points positifs sur le plan environnemental. En effet, le projet s'inscrit dans l'ère du temps : réutilisation des matériaux, réduction des Gaz à Effet de Serre (GES) par une transformation de la matière sur site. Il ajoute que la création d'un plan d'eau lors du réaménagement du site est un élément satisfaisant, qui pourrait servir à l'activité agricole, dans un contexte de recherche de réserves d'eau pour alimenter l'agriculture. Il conclut en indiquant son avis favorable à la déclaration de projet.

Annabelle MICHEL abonde dans le sens de M. THOMAS en relevant que le projet présente de nombreux avantages, en répondant notamment à une logique de performance écologique et économique. Elle souligne ainsi ses bénéfices en matière d'économie circulaire, de gestion des déchets, de bilan carbone positif et de contribution à la trajectoire vers le Zéro Artificialisation Nette (ZAN). Sur le plan économique et financier, il est également très satisfaisant. Elle conclut en indiquant son avis très favorable à la déclaration de projet.

Jade JUIGNET remercie les participants pour leur présence à la réunion, ainsi que pour leurs interventions.

## III. SUITE DE LA PROCÉDURE

Le présent procès-verbal, établi à l'issue de la réunion d'examen conjoint, sera joint au dossier soumis à enquête publique.

Des modifications limitées pourront être faites au dossier en vue de son approbation. Les points motivant ces modifications devront avoir été, soit soulevés par les PPA, soit mis en relief au cours de l'enquête publique.

Le Président,  
Pour le Vice-Président absent  
Par délégation,  
Médéric THOMAS  
Vice-Président

